

# MOOC - LE RÉEMPLOI : MATIÈRES À BÂTIR

## Séquence 3 : Mise en pratique technique et maîtrise des risques

### Module 4 : Maîtriser les risques : normes et assurances

#### Partie 1 : Du produit... Au projet.

#### Script

---

##### RÉDACTEUR DU PRÉSENT MODULE :

**JULIE BENOIT**

Responsable Recherche et développement - Bellastock

---

Lorsque l'on souhaite mettre en oeuvre des matériaux de réemploi se pose les questions suivantes : **En cas de sinistre, qui en portera la responsabilité ?** Comment pallier la perte de la garantie produit du fabricant ? **Comment obtenir des assureurs qu'ils couvrent la mise en oeuvre de matériaux de réemploi, tant en dommage ouvrage qu'en décennale ?** En quoi les questions de normes et des dispositifs spécifiques à l'innovation influent elles sur ce sujet ?

Nous tenterons dans cette partie d'apporter des éléments de réponse à ces questions.

#### CONTEXTE

Aujourd'hui, le maître d'œuvre **décrit et prescrit des "éléments de construction"** dans des dessins et cahiers des charges (CCTP). Les artisans et constructeurs **fournissent des "produits"** conformes aux éléments décrits, mis sur le marché et **garantis par une chaîne industrielle**. Ils les posent selon un **corpus de normes et règles de l'art**, constitué souvent sous la forme d'un **référentiel technique courant** qui s'applique quelque soit le projet. La **garantie du produit**

porte sur un usage et un domaine d'emploi, à la condition pour le constructeur de respecter la mise en œuvre spécifié dans le référentiel.

On comprend qu'il y a une **double responsabilité en chaîne**, d'abord entre les acteurs du projet et ceux du chantier, ensuite entre les acteurs de la filière et ceux du chantier. On peut parler de **chaîne de responsabilités**.

Le réemploi souhaite bouger la classique **chaîne de fabrication d'un produit** en une **chaîne de collecte et de préparation de produits**. Ce qui peut impacter la chaîne de responsabilités. Les acteurs de la commande, de la prescription, de la fourniture et de la pose porteront de nouvelles responsabilités pour bien articuler **la garantie du produit** (I) avec celle de la **pose et de l'ouvrage** (II).

## DU PRODUIT ...

L'idée du réemploi et de la réutilisation repose sur un principe simple : **un produit déposé reste un produit de construction**. Si l'élément de réemploi et son procédé de pose n'ont plus la preuve des caractéristiques attendues dans un référentiel technique courant, ils deviennent **hors-normes**, si bien que les parties prenantes du chantier doivent **fabriquer un référentiel technique sur-mesure et un système assurantiel adapté** au jeu d'acteurs. Ce référentiel sur mesure repose sur une **technique du domaine non traditionnel de la construction**, parce qu'il ne s'appuie pas intégralement sur des **référentiels normatifs courants** (normes homologuées, DTU). De plus, les **évaluations techniques non traditionnelles** existent (ATEX, ATE, ATT, ...) mais fonctionnent mal pour les produits de réemploi : **l'hétérogénéité de la ressource empêche un recours systématique à ces modèles d'évaluation**, trop lourds à porter pour chaque micro-gisement. **En dehors de ces processus d'évaluation, les assureurs classent en techniques non-courantes ces procédés constructifs. La gestion du risque se fait alors chantier par chantier.**

Le référentiel sur mesure devra répondre à un **double impératif technique** : caractériser le produit et définir son nouveau domaine d'emploi ; et un **double impératif assurantiel** : assurer le produit fourni pour ses performances annoncées et le mettre en œuvre selon les règles de l'art.

Les sujets articulant référentiels techniques non courants et assurances sont aujourd'hui au coeur de l'actualité : des référentiels sont déjà rédigés (référentiels béton de REPAR#2 - Bellastock, CSTB, LERM), d'autres sont en cours d'écriture (Fondation Effinergie, pilotage CSTB), améliorés par les retours d'expériences.

## ... AU PROJET

Au bout de la chaîne, **l'entrepreneur qui va poser le produit** de seconde vie doit avoir la garantie qu'il pose un produit dont les performances sont connues et maîtrisées. Il est donc

important d'établir très vite un **dialogue intégrant les assureurs de chaque partie prenante du projet et du chantier** :

- Ces discussions vont d'abord aborder des **questions techniques sur la chaîne de (re)fabrication du produit de réemploi** :
  - **Quelles méthodologies de fiabilisation d'un produit** un bureau d'étude peut-il préconiser ?
  - **Comment limiter les dépenses liées à la maîtrise des risques**, tout en apportant des **modes de preuve satisfaisants** des performances d'un élément de réemploi.
  - **Quel allotissement et quels contrats** permettent de lier un marché de service, qui porte sur la fourniture d'un produit de réemploi, et un marché de travaux, qui traite de la pose du produit
- Ces discussions vont aussi porter sur le **jeu des acteurs dans la chaîne de responsabilité** du produit fourni et posé. Il s'agit de préciser **qui porte quelle responsabilité** ?
  - Qui sont les parties prenantes pour représenter le terrain (maîtres d'ouvrages, maîtres d'oeuvres, artisans, constructeurs, valoriste) ; qui pour représenter la maîtrise des risques (contrôleurs techniques, assureurs ...) ?
  - Sur le Chantier, **quelles sont les limites de prestations** sur la fiabilisation d'un produit, entre celui qui le prescrit, celui qui le fournit et celui qui le pose ?
  - Pour **la santé et l'environnement**, comment vérifier les impacts du réemploi (pour les travailleurs et les usagers, ...) ?

Chaque solution est contextualisée, en liaison avec la réalité du terrain. Nous résumons ci-après les points clés qui favorisent une bonne assurabilité et la réussite d'un projet incluant du réemploi.

1. tout d'abord il s'agit d'**aborder méthodiquement l'assurabilité durant les études** c'est à dire :
  - Chercher dès le diagnostic une plus **grande variabilité de mise en œuvre et de domaines d'emploi envisageables** sur un élément de construction de seconde main. Cette variabilité peut déclasser le produit dans un contexte à moindre risque.

- Anticiper et adapter les **articulations entre la chaîne opérationnelle et la chaîne de responsabilité**, avant ou pendant le dossier de consultation des entreprises. Le marché fournisseur peut être intégré ou dissocié du marché du constructeur. Dans la décomposition du prix global forfaitaire, **le réemploi peut très bien être demandé en base**, et le neuf en variante ou inversement.
  - **Ne pas transformer le maître d'oeuvre en gestionnaire de matière**, mais laisser les opérateurs se saisir des choix techniques les plus pertinents pour eux, à partir d'objectifs qu'on leur fixera.
2. Placer la **question de la fourniture et de la garantie produit** au cœur du chantier et en lien direct avec les Maîtres d'ouvrage ; **fédérer et impliquer tous les acteurs clés** de la chaîne de valeur avec leurs assurances et un partage régulier des expériences.
- **Co-construire les solutions techniques et assurantielles**. Le diagnostic ne se suffit pas, le contrôleur technique dialogue en s'appuyant sur une méthodologie portée par la maîtrise d'oeuvre ou par l'entreprise.
  - **Faire participer les assureurs** aux solutions techniques et opérationnelles retenues puis activer les chaînes de responsabilité en chantier, après un "go/no go" du bureau de contrôle.
  - **Délimiter les prestations** opérationnelles (entre les marchés Fourniture et construction) de façon collégiale.